





John Carter Brown
Library
Brown University

Acquired with the assistance of the

Spitia Augusta Brown
Fund

JOHN CARTER BROWN LIBRARY

[4]

à la diligence du procureur général du Roi, & distribué par-tout ou besoin sera.

Arrête enfin qu'expédition d'icelui, ainsi que du décret de l'Assemblée générale, seront adressées à l'Assemblée nationale & au Roi par la voie du ministre ayant le département des colonies.

FAIT au Port-au-Prince, en conseil, les jour & an que dessus. *Signé*, PROISY, COUSTARD, DELAMARDELLE DE GRANDMAISON, BOURON, POURCHERESSE DE VERTIÈRES, DE CONIGLIANO, CHAMBELLAN, PIÉMONT, REYNAUD DE SAINT-HILAIRE, TRIGANT DE BRAU, & DE BRACHET.

Collationné, BONVALLET, greffier en chef.

Au Port-au-Prince, chez BOURDON, Imprimeur du Roi & du Conseil supérieur de Saint - Domingue. 1790.

D É C R E T

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA PARTIE FRANÇAISE DE SAINT-DOMINGUE,

RENDU A L'UNANIMITÉ.

EN SA SÉANCE DU 28 MAI 1790.

Bases constitutionnelles de l'Assemblée générale.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE considérant que les droits de la partie française de Saint-Domingue , pour avoir été long-temps méconnus & oubliés , n'en sont pas moins demeurés dans toute leur intégrité.

Considérant que l'époque d'une régénération générale dans l'empire français est la seule où l'on puisse déterminer , d'une manière juste & invariable , tous ses droits , dont les uns sont particuliers & les autres relatifs.

Considérant que le droit de statuer sur son régime intérieur appartient essentiellement & nécessairement à la partie française de Saint-Domingue , trop peu connue de la France , dont elle est séparée par un immense intervalle.

Considérant que les Représentans de Saint-Domingue ne peuvent renoncer à ce droit imprescriptible , sans manquer à leur devoir le plus sacré , qui est de procurer à leurs Constituans des lois sages & bienfaisantes.

Considérant que de telles lois ne peuvent être faites qu'au sein même de cette île ; d'abord en raison de la différence du climat , du genre de population , des mœurs & des habitudes , & ensuite par

ce que ceux-là seulement qui ont intérêt à la loi peuvent la délibérer & la consentir.

Considérant que l'Assemblée nationale ne pourroit décréter les lois concernant le régime intérieur de Saint-Domingue, sans renverser les principes qu'elle a consacrés par ses premiers décrets, & notamment par sa déclaration des droits de l'homme.

Considérant que les décrets émanés de l'Assemblée des Représentans de Saint-Domingue ne peuvent être soumis à d'autre sanction qu'à celle du Roi, parce qu'à lui seul appartient cette prérogative inhérente au trône, & que nul autre, suivant la constitution française, ne peut en être dépositaire; que conséquemment le droit de sanctionner ne peut être accordé au Gouverneur-Général, étranger à cette contrée, & n'y exerçant qu'une autorité précaire & subordonnée.

Considérant qu'en ce qui concerne les rapports commerciaux & les autres rapports communs entre Saint-Domingue & la France, le nouveau contrat doit être formé d'après le vœu, les besoins & le consentement des deux parties contractantes.

Considérant que tout décret qui auroit pu être rendu par l'Assemblée nationale, & qui contrarieroit les principes qui viennent d'être exposés, ne fauroit lier Saint-Domingue qui n'a point été consulté & n'a point consenti à ces mêmes décrets.

Considérant enfin que l'Assemblée nationale, si constamment attachée aux principes de justice, & qui vient de manifester le désir d'assurer la prospérité des îles françaises de l'Amérique, n'hésitera pas à reconnoître les droits de Saint-Domingue, par un décret solennel & authentique.

Après en avoir délibéré, dans ses séances des 22, 26, 27, & dans celle de ce jour, a décrété à l'unanimité & décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le pouvoir législatif, en ce qui concerne le régime intérieur de Saint-Domingue, réside dans l'Assemblée de ses Représentans,

[3]

constitués en Assemblée générale de la partie française de Saint-Domingue.

A R T. I I.

Aucun acte du corps législatif, en ce qui concerne le régime intérieur, ne pourra être considéré comme loi définitive, s'il n'est fait par les Représentans de la partie française de Saint-Domingue, librement & légalement élus, & s'il n'est sanctionné par le Roi.

A R T. I I I.

Tout acte législatif fait par l'Assemblée générale, dans les cas de nécessité urgente, en ce qui concerne le régime intérieur, sera considéré comme loi provisoire; & dans ce cas ce décret sera notifié au Gouverneur-Général, qui dans les dix jours de la notification le fera promulguer, & tiendra la main à son exécution, ou remettra à l'Assemblée générale ses observations sur le contenu audit décret.

A R T. I V.

L'urgence qui déterminera l'exécution provisoire sera décidée par un décret séparé, qui ne pourra être rendu qu'à la majorité des deux tiers de voix prises par l'appel nominal.

A R T. V.

Si le Gouverneur-Général remet des observations, elles seront aussitôt inscrites sur le registre de l'Assemblée générale; il fera alors procédé à la révision du décret d'après ces observations. Le décret & les observations seront livrées à la discussion, dans trois séances différentes; les voix seront données, par oui ou par non, pour maintenir ou annuler le décret; le procès verbal de la délibération sera signé par tous les Membres présens, & désignera la quantité de voix qui auront été pour l'une ou l'autre opinion: si les deux tiers des voix

maintiennent le décret, il sera promulgué par le Gouverneur-Général & exécuté sur le champ.

A R T. V I.

La loi devant être le résultat du consentement de tous ceux pour qui elle est faite, la partie française de Saint-Domingue proposera ses plans concernant les rapports commerciaux & autres rapports communs ; & les décrets qui seront rendus à cet égard, par l'*Assemblée nationale*, ne seront exécutés dans la partie française de Saint-Domingue que lorsqu'ils auront été consentis par l'Assemblée générale de ses Représentans.

A R T. V I I.

Ne seront point compris dans la classe des rapports communs de Saint-Domingue avec la France, les objets de subsistance que la nécessité forcera d'introduire ; mais les décrets qui seront rendus à cet égard, par l'Assemblée générale, seront aussi soumis à sa révision, si le Gouverneur-Général présente des observations sur le contenu auxdits décrets dans le délai fixé par l'article III, & seront au surplus observées toutes les formalités prescrites par l'article V.

A R T. V I I I.

Tout acte législatif fait par l'Assemblée générale & exécuté provisoirement, dans le cas de nécessité urgente, n'en sera pas moins envoyé sur le champ à la sanction royale ; & si le Roi refuse son consentement audit acte, l'exécution en sera suspendue aussitôt que ce refus sera légalement manifesté à l'Assemblée générale.

A R T. I X.

Chaque législature de l'Assemblée générale sera de deux ans, & le renouvellement des Membres de chaque législature sera fait en totalité.

A R T. X.

L'Assemblée générale décrète que les articles ci-dessus, comme faisant partie de la constitution de la partie française de Saint-Domingue , seront incessamment envoyés en France pour être présentés à l'acceptation de l'Assemblée nationale & du Roi ; seront en outre envoyés à toutes les paroisses & districts de la partie française de Saint-Domingue.

Seront au surplus lesdits articles notifiés au Gouverneur-Général.

Fait & arrêté en séance , les jour , mois & an que dessus.

Signé à l'original, le Chevalier de Ladebat , d'Aillebouff de Perigny , Roche de Montbelair , Laborde , Davezac de Castera , Beding de Mondesir , P. Forcade , E. Guérin , de Montaigu , Perry , de Saintard , Comte , Delhom , C. Peychaud , Didier , Sourbieu , de Saint-Janvier , Lefevre , Desbarrieres , F. Destandean , le Gomeriel de Benazet , Barrillon , Larchevesque-Thibaud , N^{as} Haurut , Labarte de Saint-Foy , d'Augy , J^e Bouvier , Duverger , Barabineau aîné , Lavaud , Chevalier de Nogérée , Rousseau de la Gautraye , Venault de Charmilly , Delmas jeune , Lamothe-Vedel , Blacé , Chappuis , Durand , Pic de Père , de Grandchamp , Martin de Castelpers , Faugas , Delarue , Mongin , Cotelte , Champel , Caradeux de la Caye , le Chevalier de Mocquet-Montalet , Daulnay de Chitry , Jouette , Basile aîné , Saint-Olympe , Simonet , Remouffin , Drouillard aîné , Descure de Lesparre , Caradeux , Chariol , Denix , Lesbazeilles , Boutin , Baudouin , le Chevalier de Montmain , Meynadier fils , Sauvaire , Gault , Taufia-Bournos , Lelong , Thomas Millet , Chevalier de la Combe , G. Daiherre , B. Duverger , Leray de la Clartais , le Roy , Dion , Petit , Desbordes , Baron , Bullet , J. Brard , Frédureau de Villedrouin , Dubreuil , Pourcin Cabanne , Bouchon , Avasse , Baude , Joubert , Icard de Battaglini , Rattier , Dubuiffon , Desvarieux , Carré , J^h Ducongé , A. Chevernet ,

Sezille de Montarlais , Chaumette , de Pons , le Bordays , Quénet Duhamel , Saunois , Bodin , le Febvre de la Chaussée , Gallien de Préval , Nérault , Valentin de Cullion , Daubonneau , de Cornotte , Dutrejet , Chesneau , Gueydon , Aimé Gautier , Graffet , Pouquet , la Touraudais , Foucaudière , Theze , Marfan fils , Camfrancq , Paultre de Beauregard , Vincendon Dutour , Miromont , Cottés , Glaumé , Lanusse , Novion , Trebucien , Miailles , de Vallerot , Faguès de Noblans , Q. Lormier , de Bourcel , Correjolles jeune , d'Hauteval , Flamen , L. Bessard Boiffet , Reynaud , de Monet , Ph. Michel , Castelas , le Goult , Laborde aîné , Marraud Desgrottes , Laroque , Turgeau , Bourgeois Laraque , Moreau , B^{te} Guilhem , de Boislandry , Dodart aîné ; des Rouaudières , Président ; le Marquis de Cadusch , Vice-Président ; Millet , Brulley , le Grand & Lambert , Secrétaires.

Signé , DES ROUAUDIÈRES , Président.

DE CADUSCH , Vice-Président.

MILLET , BRULLEY , LE GRAND , LAMBERT , Secrétaires.

Extrait des minutes déposées aux archives de l'Assemblée générale de Saint-Domingue,

A Paris , le 30 mars 1790.

J'AI l'honneur de vous adresser , Messieurs , le décret que l'Assemblée nationale a rendu le 8 de ce mois sur les Colonies ; vous verrez , Messieurs , combien elle a désiré porter la paix au milieu de vous , en repoussant ces systèmes destructeurs qui , sous le voile d'une chimérique perfection , vont troubler toutes les propriétés & tarir les sources de la prospérité publique. Le nom des Colonies n'a rappelé à l'Assemblée nationale que leur utilité pour la métropole , leur grande influence sur le commerce & le patriotisme de leurs habitans ;

elle a vu nos manufactures animées par leurs productions , la subsistance du peuple assurée par leur industrie , & les sentimens les plus vrais que la discussion de vos intérêts ait fait naître parmi les Représentans de la Nation , sont ceux *de la fraternité & de la reconnaissance* ; vous en retrouverez , Messieurs , l'expression la plus sincère dans le décret que j'ai l'honneur de vous adresser , & cependant vous aurez à regretter encore de n'avoir pas été les témoins du mouvement unanime que le seul nom des Colonies a produit parmi nous ; le souvenir humiliant qu'on avoit osé accuser les intentions de l'Assemblée , en lui supposant une indifférence coupable sur votre position & sur vos intérêts , lui a fait adopter avec transport le premier moyen de repousser ces soupçons odieux. La foule des spectateurs , mêlant l'expression de leurs sentimens à ceux de l'Assemblée , on croyoit voir une famille inquiète sur le sort d'une portion chérie se précipiter vers elle pour la rassurer , & regretter de ne pouvoir traverser les mers pour calmer les inquiétudes de ses enfans précieux & ranimer leur confiance. Jamais peut-être l'Assemblée ne s'est exprimée avec plus d'énergie ; & jamais , j'ose le croire , les décrets de la mère patrie n'ont été plus assurés de votre soumission & de votre reconnaissance. Vous le savez , Messieurs , l'empire français a besoin de toutes ses ressources ; mais il veut qu'elles soient fondées sur la justice : c'est elle qui doit déterminer tous nos rapports ; c'est elle qui vous éloignera sans doute d'une liberté contraire aux intérêts de votre patrie , comme elle repoussera ces idées oppressives qui , étouffant l'industrie , voudroient chercher dans le malheur des peuples la prospérité publique , toujours inséparable de leur bonheur. *Demandez , Messieurs , avec confiance tout ce que vous croyez utile à votre Colonie , le Roi & l'Assemblée vous y invitent* ; vous êtes trop bons Français pour ne pas chercher vos intérêts particuliers dans l'intérêt commun ; & il doit s'établir entre vous & nous une noble émulation pour donner à cet empire la prospérité que la nature paroît lui avoir destinée , & à laquelle cependant sont appelés tous les peuples qui

veulent chercher , dans l'amour de la patrie , leurs devoirs & leurs droits.

J'ai l'honneur d'être avec un sincère attachement, Messieurs, votre très-humble & très-obéissant serviteur, signé, *l'Abbé de Montesquiou*,
Président de l'Assemblée nationale.

Nota. Pour suscription : *A Messieurs , Messieurs de l'Assemblée coloniale de l'île Saint-Domingue ; à Saint-Domingue.*
Assemblée nationale.

Extrait des registres de l'Assemblée générale de la partie française de Saint-Domingue.

Séance du trente-un mai mil sept cent quatre-vingt-dix.

LECTURE faite de la dépêche , en date du 30 mars dernier , adressée à l'Assemblée , au nom de l'Assemblée nationale , par M. l'Abbé de Montesquiou son Président ;

L'Assemblée générale de la partie française de Saint-Domingue , pénétrée des sentimens de fraternité & d'attachement qui lui sont manifestés par l'Assemblée nationale , & trouvant dans sa dépêche l'assurance de son adhésion au décret de l'Assemblée générale , pris à l'unanimité dans sa séance du 28 de ce mois , décrète que la dépêche de l'Assemblée nationale sera sur le champ imprimée à la suite dudit décret , & adressée à toutes les paroisses de Saint-Domingue.

Fait & clos en Assemblée générale , les jour & an que dessus.

Signé, le Marquis DE CADUSCH , Président.

BRULLEY , Vice-Président.

LE GRAND , LAMBERT , T^{AS} MILLET , GAULT , Secrétaires.

A SAINT-MARC ,
DE L'IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.



P R É C I S
DE LA CONDUITE
DU RÉGIMENT
DU PORT-AU-PRINCE,

Depuis le 13 Juin 1790, jusqu'au premier Octobre de la même année.

UNE Assemblée de paroisse avoit été convoquée au Port-au-Prince pour le 13 Juin 1790; son but étoit de déterminer si l'Assemblée générale, séante à Saint-Marc, seroit continuée, ou si on en formeroit une nouvelle. Les officiers qui avoient les qualités requises pour être citoyens actifs s'y trouvèrent, conformément aux décrets des 8 & 28 Mars. Le désordre régna dans cette Assemblée, plusieurs particuliers en vinrent à des voies de fait, MM. les officiers se retirèrent & furent, ainsi qu'un grand nombre de citoyens, déposer leur protestation chez un notaire.

Le Sieur Croisier, secrétaire du comité de cette ville, se permit d'écrire à M. le Général, au nom dudit comité, une lettre où il outrageoit particulièrement les officiers & soldats du régiment du Port-au-Prince; on n'eut connoissance de cette lettre que 15 jours après qu'elle fut écrite, & lorsque la voie de l'impression l'eut rendue publique. MM. les officiers adressèrent aussitôt à M. de Peinier, une réponse où ils exposèrent franchement les faits tels qu'ils s'étoient passés, & prouvèrent que toutes les assertions du Sieur Croisier étoient calomnieuses. Cette lettre fut imprimée avec l'agrément de M. le Général.

M. de Mauduit, colonel du régiment, arriva de France le 17 Juin. La droiture, la franchise & la fermeté de ce chef étoient connues trop avantageusement, pour ne pas inspirer les craintes les plus vives aux mal-intentionnés. On employa la calomnie pour prévenir les esprits contre lui; on répandit avec profusion un paragraphe tiré du n°. 40, des révolutions



E8

F8355

1781

1

1-5/25

V. 1

